



CRÉDIT AGRICOLE S.A.

Montrouge, le 19 février 2014

Résultats du quatrième trimestre et de l'année 2013

- Un recentrage réussi
- Une structure de capital solide sous Bâle 3
- Bonne tenue de l'activité et des résultats
- Un dividende de 0,35 € par action proposé à l'AG

Groupe Crédit Agricole*

De bonnes performances pour l'ensemble formé par les Caisses régionales et Crédit Agricole S.A.

Une forte amélioration des ratios de solvabilité du Groupe

4^e trimestre 2013

Résultat net part du Groupe : 1 293 millions d'euros

Exercice 2013

Résultat net part du Groupe : 5 136 millions d'euros

Résultat net part du Groupe des Caisses régionales : 3 666 millions d'euros

Ratio Core Tier 1 : 12,6%¹ (+120 pb / Déc 12)

Ratio CET1 non phasé : 11,2% (9,3% en Déc 12)

* Crédit Agricole S.A. et Caisses régionales à 100%

Crédit Agricole S.A.

Des fondamentaux solides, une performance conforme aux objectifs de retour à des résultats significativement positifs

4^e trimestre 2013

Résultat net part du Groupe : 612 millions d'euros

Exercice 2013

Résultat brut d'exploitation : 4 738 millions d'euros (+9,4% /2012¹)

Coût du risque : -2 961 millions d'euros (-20,0% /2012¹)

Résultat net part du Groupe : 2 505 millions d'euros

Ratio Core Tier 1 : 10,0% (+74 pb /Déc 12)

Ratio CET1 non phasé Bâle 3 : 8,3% (Janv 14)

¹ 2012 retraité du passage en IFRS5 de Newedge, CA Bulgarie et entités nordiques CACF ; et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

Le Groupe Crédit Agricole

Le groupe Crédit Agricole, qui consolide le périmètre des Caisses régionales et celui de Crédit Agricole S.A., a enregistré un résultat net part du groupe de 1 293 millions d'euros au quatrième trimestre 2013, portant le résultat sur l'ensemble de l'exercice 2013 à 5 136 millions d'euros; ces montants sont sans comparaison avec ceux des périodes correspondantes de 2012 qui avaient notamment enregistré les impacts liés à la cession d'Emporiki, ainsi qu'à des dépréciations significatives d'écarts d'acquisition et de titres.

Pour Jean-Marie Sander, Président de Crédit Agricole S.A., « ces résultats reflètent la contribution en hausse des Caisses régionales et la solide performance des métiers de Crédit Agricole S.A. Ils démontrent une fois encore la force de notre banque de proximité et des métiers qui lui sont liés et la puissance de notre Groupe, qui est aujourd'hui le leader de la banque de proximité en France et en Europe ».

Pour Jean-Paul Chifflet, Directeur général de Crédit Agricole S.A., « nos résultats traduisent d'abord la solidité de notre modèle économique. Avant la présentation de notre plan à moyen terme le 20 mars prochain, le Crédit Agricole démontre qu'il est prêt à se projeter dans l'avenir avec sérénité. Il présente un profil de risque réduit, il s'est recentré sur les métiers où il excelle. Sa structure de capital est solide : le Crédit Agricole est en avance sur les exigences réglementaires de Bâle 3 ».

Les Caisses régionales ont enregistré une activité soutenue dans un environnement économique pourtant toujours peu porteur ; ainsi, leur collecte globale progresse sur un an de +3,2% et la collecte bilan de +4,2%, tirée par les livrets et les dépôts à vue. Leurs encours de crédit augmentent sur l'année de 0,4%, avec une progression des encours des crédits à l'habitat de 2,5%. Leur ratio crédits/collecte s'améliore, passant de 126% à 121% à fin décembre 2013. Au total, le résultat net part du groupe des Caisses régionales ressort à 900 millions d'euros au quatrième trimestre, portant leur résultat sur l'année à 3 666 millions d'euros (+3,6%).

Consolidé avec les résultats des métiers de Crédit Agricole S.A., la partie cotée du Groupe (*cf infra*), le Crédit Agricole présente ainsi un résultat très robuste dans le paysage français et européen à fin 2013.

La situation de liquidité et de financement de l'ensemble du Groupe s'est encore renforcée en 2013. A fin décembre 2013, les réserves disponibles s'élèvent à 239 milliards d'euros, en hausse de 9 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2012. Elles couvrent largement les ressources de marché court terme (168%). L'excédent des ressources stables sur les emplois stables progresse de 24 milliards d'euros sur l'année pour atteindre 71 milliards d'euros. Par ailleurs, les différents émetteurs du groupe Crédit Agricole ont émis dans le marché et les réseaux 31,7 milliards d'euros de dette senior au cours de l'année 2013.

En termes de solvabilité, le Groupe a poursuivi le renforcement de sa solidité financière avec un ratio *Core Tier 1* sous Bâle 2.5 de 12,6% à fin décembre 2013, en hausse de 120 points de base sur un an. Au moment où commence à s'appliquer le nouveau référentiel Bâle 3, le ratio *Common Equity Tier 1* non phasé du Groupe est estimé à 11,2%, au-delà des exigences réglementaires tout en intégrant le coussin à constituer en tant qu'établissement systémique global (1,5%).

Crédit Agricole S.A.

Le Conseil d'administration de Crédit Agricole S.A., réuni sous la présidence de Jean-Marie Sander le 18 février 2014, a examiné les comptes du quatrième trimestre 2013 et arrêté les comptes de l'exercice 2013.

Le résultat net part du groupe de Crédit Agricole S.A. sur l'exercice 2013 s'établit à 2 505 millions d'euros, après un résultat au quatrième trimestre de 612 millions d'euros.

La poursuite du recentrage de l'activité a consisté en 2013 à céder des portefeuilles, des participations et des filiales, ne faisant plus partie des activités prioritaires de Crédit Agricole S.A. : aboutissement du processus de cession d'Emporiki, de Cheuvreux, de CLSA, de Bankinter, réduction de la participation dans Eurazeo, préparation de la

cession de Newedge, renforcement dans Amundi, projet de cession d'entités nordiques¹ de CACF et de CA Bulgarie, cession des CDO et du portefeuille à sous-jacent résidentiel américain.

Au quatrième trimestre 2013, le produit net bancaire est en hausse de 21,9% par rapport au quatrième trimestre 2012. Retraité des éléments spécifiques², la progression est de 3,2% pour les métiers, traduisant leur bonne dynamique commerciale.

Le montant des charges d'exploitation diminue de 4,0% par rapport au quatrième trimestre 2012, conséquence de l'avance prise dans le programme de réduction de charges MUST. C'est le quatrième trimestre consécutif d'économies de charges.

Le coût du risque est en baisse de 14,2%, l'amélioration constatée sur Agos Ducato en étant la principale source. Par ailleurs, la cession de portefeuilles de créances douteuses très largement provisionnées fait plus que compenser l'impact sur le taux de couverture de dotations complémentaires renforçant le niveau de provisionnement dans les divers pôles métiers et en Activités hors métiers.

Le quatrième trimestre enregistre un produit d'impôt de 264 millions d'euros comprenant un produit de 223 millions d'euros afférant à la déduction fiscale des pertes liées à la dernière augmentation de capital réalisée chez Emporiki en janvier 2013 ainsi qu'un gain fiscal de 57 millions d'euros sur Cariparma et Agos Ducato, lié aux changements réglementaires de taux d'impôt et de règles de déductibilité en Italie.

Il enregistre également un résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession de -132 millions d'euros au titre de projets de cessions de la filiale en Bulgarie et d'entités nordiques CACF.

Le résultat net part du groupe ressort ainsi sur le trimestre à 612 millions d'euros, les différents éléments spécifiques se compensant.

Sur l'ensemble de l'exercice 2013, l'activité est restée soutenue dans les réseaux de banque de proximité, avec en particulier une collecte bilan en progression de 4,5% sur l'année et des encours de crédits à l'habitat en hausse de plus de 2%. Le pôle Gestion de l'épargne et Assurances a vu ses actifs sous gestion augmenter de 47,7 milliards d'euros, dont 13,1 milliards d'euros de collecte nette sur l'année 2013. Les métiers qui ont fait l'objet de réduction volontaire de périmètre d'activités, tels les Services financiers spécialisés et la Banque de financement et d'investissement, ont connu une baisse limitée de leurs revenus.

Cette résistance de l'activité se retrouve dans la légère croissance du produit net bancaire de Crédit Agricole S.A. (+0,4% en 2013 par rapport à 2012).

Les charges sont en baisse de 3,0% sur l'année, conséquence notamment du programme MUST dont l'objectif de réduction des charges à fin 2013 a été dépassé.

Le résultat brut d'exploitation ressort ainsi en progression de 9,4% sur l'année.

Le coût du risque affiche une baisse de 20,0%, revenant à 67 points de base sur les encours contre 75 points de base en 2012. Tous les métiers contribuent à cette évolution favorable, la remise en ordre d'Agos Ducato en étant l'élément majeur.

Au total, le résultat net publié ressort à 2 505 millions d'euros, proche du résultat normalisé (2 449 millions d'euros), les éléments spécifiques se compensant globalement. Ainsi, les effets comptables créant une pression négative sur les résultats, tels les *spreads* émetteurs, le CVA/DVA Day 1, la DVA *running* et les couvertures de prêts, voient leur impact compensé par les plus-values de cessions et la déduction fiscale de l'augmentation de capital de janvier 2013 d'Emporiki dans le calcul de l'impôt.

Au cours de l'exercice 2013, la structure de bilan et de capital s'est également renforcée.

Sur le second semestre, notamment en application de la norme IAS 32 (compensation d'instruments dérivés traités avec une chambre de compensation), le bilan de Crédit Agricole S.A. a diminué de 305 milliards d'euros à fin décembre 2013 par rapport à fin 2012, soit un recul de 24% du total de bilan hors assurances et opérations internes au Crédit Agricole.

¹ Sous réserve de la consultation des institutions représentatives du personnel concernées et de l'approbation par les autorités réglementaires compétentes

² En 2012 : Spread émetteur, couverture de prêts, coût du plan et en 2013 : spread émetteur, couverture de prêts, CVA/DVA et diverses plus-values enregistrées en AHM

En 2013, le Crédit Agricole a été actif sur les marchés pour garantir le financement de ses activités.

Crédit Agricole S.A. a levé 15,5 milliards d'euros de dette senior, soit 3,5 milliards d'euros de plus que son programme initial, à des conditions moyennes nettement plus favorables que l'année précédente. Pour l'année 2014, le programme d'émissions a été fixé à 10 milliards d'euros. Au 12 février 2014, 40% du plan était déjà réalisé.

Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a réalisé une émission de capital contingent *Tier 2* de 1 milliard de dollars US en septembre 2013, suivie en janvier 2014 d'une émission *d'Additional Tier 1* d'un montant de 1,75 milliard de dollars US, qui contribuent à renforcer sa structure de capital.

En matière de solvabilité, les ratios de fonds propres se sont renforcés, avec un *Core Tier 1* Bâle 2.5 de 10,0% à fin décembre 2013, à comparer à 9,2% à fin décembre 2012, et un ratio global de 15,8% contre 13,2% à fin 2012. Ces évolutions favorables proviennent d'une bonne maîtrise des engagements pondérés sur l'année et de la génération organique de capital qui intègre le résultat conservé.

Le ratio *Common Equity Tier 1* Bâle non phasé s'établit à 8,3% en *pro forma* janvier 2014, date d'application de la nouvelle réglementation Bâle 3.

Le Conseil d'administration proposera à l'Assemblée générale du 21 mai 2014 un dividende de 0,35 euro par action. Deux options seront offertes aux actionnaires pour le paiement du dividende :

- soit le paiement en numéraire,
- soit le paiement intégral en actions.

L'actionnaire majoritaire de Crédit Agricole S.A., SAS Rue la Boétie, a confirmé au cours du Conseil qu'il opérerait pour le paiement en actions nouvelles, sous réserve d'un vote positif lors de la prochaine Assemblée générale.

Par ailleurs, les actionnaires répondant aux critères d'attribution du dividende majoré se verront offrir une majoration de 10% du montant du dividende proposé à l'Assemblée générale.

Au total, c'est 35% du résultat consolidé qui sera ainsi distribué aux actionnaires.

Responsabilité sociale et environnementale (RSE)

En 2013, Crédit Agricole S.A. publie pour la seconde année consécutive les résultats de son « indice FReD », qui mesure l'amélioration de la performance sociétale du Groupe. L'indice a obtenu une note de 2,3 validée par le cabinet PricewaterhouseCoopers. Cette note traduit les progrès réalisés par les 13 entités* engagées dans la démarche. 240 plans d'actions ont été évalués de 1 (choix du plan) à 5 (atteinte des objectifs). L'indice de 2,3 signifie qu'en moyenne, en 2013, les actions ont progressé de plus de deux étapes par rapport à l'année précédente.

Pour 2014, de nouveaux axes prioritaires ont été définis pour FReD : la relation client, la santé et sécurité au travail, la politique fournisseurs responsables et la généralisation de la démarche papier. A ces thèmes s'ajoutent la gestion du handicap et la mixité qui étaient déjà prioritaires en 2013. L'objectif est d'impliquer tous les métiers du Groupe, de stimuler les initiatives, FReD fournissant un cadre commun permettant aux entités participantes de formaliser leur politique RSE.

L'année 2013 a également vu Crédit Agricole S.A. confirmer sa présence dans l'indice FTSE4Good, intégrer les nouveaux indices extra-financiers Euronext-Vigeo, ainsi que les portefeuilles de référence ESG d'Ethifinance et d'Odco Securities.

*Amundi, CACEIS, Crédit Agricole Assurances, Crédit Agricole CIB, Crédit Agricole Consumer Finance, Crédit Agricole Immobilier, Crédit Agricole Leasing & Factoring, Crédit Agricole Private Banking, Groupe Cariparma Crédit Agricole, Crédit Agricole S.A. holding, LCL, le Pôle Paiement Groupe et Uni-Editions.

Agenda financier

20 mars 2014	Présentation du plan à moyen terme
7 mai 2014	Publication des résultats du premier trimestre 2014
21 mai 2014	Assemblée générale des actionnaires
30 mai 2014	Détachement du dividende
24 juin 2014	Paiement du dividende
5 août 2014	Publication des résultats du deuxième trimestre 2014
6 novembre 2014	Publication des résultats du troisième trimestre 2014

Avertissement

Cette présentation peut comporter des informations prospectives du Groupe, fournies au titre de l'information sur les tendances. Ces données ne constituent pas des prévisions au sens du règlement européen n° 809/2004 du 29 avril 2004 (chapitre 1, article 2, § 10). Ces éléments sont issus de scénarii fondés sur un certain nombre d'hypothèses économiques dans un contexte concurrentiel et réglementaire donné. Par nature, ils sont donc soumis à des aléas qui pourraient conduire à la non-réalisation des projections et résultats mentionnés. De même, les informations financières reposent sur des estimations notamment lors des calculs de valeur de marché et des montants de dépréciations d'actifs. Le lecteur doit prendre en considération l'ensemble de ces facteurs d'incertitudes et de risques avant de fonder son propre jugement.

Normes applicables et comparabilité

Les chiffres présentés au titre de la période de douze mois arrêtée au 31 décembre 2013 ont été établis en conformité avec le référentiel IFRS tel qu'adopté par l'Union européenne et applicable à cette date.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE CRÉDIT AGRICOLE S.A.

(en millions d'euros)	T4-13	Variation T4/T4*	2013	Variation 2013/2012*
Produit net bancaire	4 050	+21,9%	16 015	+0,4%
Charges d'exploitation	(2 894)	(4,0%)	(11 277)	(3,0%)
Résultat brut d'exploitation	1 156	x3,8	4 738	+9,4%
Coût du risque	(883)	(14,2%)	(2 961)	(20,0%)
Résultat d'exploitation	273	ns	1 777	x2,8
Sociétés mises en équivalence	206	ns	1 074	x2,1
Gains/pertes sur autres actifs	104	(6,5%)	116	(34,6%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
Résultat avant impôt	583	ns	2 967	ns
Impôt	264	+22,7%	(140)	(64,2%)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(132)	ns	54	ns
Résultat net de l'exercice	715	ns	2 881	ns
Participations ne donnant pas le contrôle	103	ns	376	ns
Résultat net part du Groupe	612	ns	2 505	ns

*L'exercice 2012 a été retraité du passage en IFRS5 de Newedge, de CA Bulgarie et d'entités nordiques CACF ; et intègre une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

Au quatrième trimestre 2013, le **produit net bancaire** de Crédit Agricole S.A. atteint 4 050 millions d'euros, en hausse de 21,9% par rapport au quatrième trimestre 2012. Il intègre, pour ce trimestre, un impact négatif de 230 millions d'euros au titre de la réévaluation de la dette liée à l'amélioration des *spreads* de Crédit Agricole S.A., de la *DVA running*, de l'impact *CVA/DVA Day one* et des couvertures de prêts. Il inclut également 53 millions d'euros de plus-value sur les cessions de titres Bankinter. Au quatrième trimestre 2012, le produit net bancaire intégrait -823 millions d'euros de charges liée aux *spreads* émetteurs, aux couvertures de prêts et au coût du plan. Retraité des éléments spécifiques¹, la progression est de 3,2% pour les métiers, traduisant leur bonne dynamique commerciale.

Les **charges d'exploitation** diminuent de 4,0% au quatrième trimestre 2013 par rapport au quatrième trimestre 2012. C'est le quatrième trimestre consécutif d'économies de charges. Dans le cadre du programme MUST, qui s'attache aux charges informatiques, aux dépenses liées aux achats et à l'immobilier, 351 millions d'euros d'économies ont été réalisées en 2012 et 2013, dont 226 millions d'euros pour la seule année 2013, soit une avance de 31 millions d'euros sur l'objectif que le Groupe s'était fixé en 2011.

Le **résultat brut d'exploitation** s'établit ainsi à 1 156 millions d'euros au quatrième trimestre 2013.

Le **coût du risque** s'élève à 883 millions d'euros au quatrième trimestre 2013, contre 1 030 millions au quatrième trimestre 2012. L'amélioration observée sur Agos Ducato en est la principale explication. En effet, le coût du risque de cette filiale s'établit à 187 millions d'euros au quatrième trimestre 2013, contre 416 millions d'euros au quatrième

¹ En 2012 : *Spread émetteur, couverture de prêts, coût du plan* et en 2013 : *spread émetteur, couverture de prêts, CVA/DVA*

trimestre 2012, soit une baisse de 229 millions d'euros. Par ailleurs, la cession de portefeuilles de créances douteuses d'Agos Ducato pour 1,4 milliard d'euros, quasiment intégralement provisionnées, masque l'impact de dotations complémentaires sur le taux de couverture des créances dépréciées.

A fin décembre 2013, l'encours de créances dépréciées (hors opérations de location financement avec la clientèle) s'élève à 15,2 milliards d'euros, proche du niveau de fin 2012 (-1,4%). Il représente 3,9% des encours de crédit bruts sur la clientèle et les établissements de crédit, à comparer à un taux de 3,6%¹ à fin décembre 2012. Le taux de couverture des créances dépréciées par des dépréciations individuelles atteint 53,3% à fin décembre 2013 contre 57,3%¹ à fin décembre 2012. Y compris les dépréciations collectives, le taux de couverture des créances dépréciées s'élève à 71,7% à fin 2013. Le calcul du taux de couverture se fait sur base d'encours sans déduction des garanties et sûretés disponibles. Le taux de couverture s'établit à 73,7% avant impact de la cession au quatrième trimestre de 1,4 milliard d'euros de créances douteuses d'Agos Ducato quasi intégralement provisionnées, stable par rapport au taux de couverture de fin septembre 2013. Les créances dépréciées en Italie, qui présentent structurellement un taux de couverture inférieur en raison des garanties, ont vu leur poids relatif augmenter et expliquent les variations des taux de couverture.

Le **résultat des sociétés mises en équivalence** s'élève à 206 millions d'euros pour le quatrième trimestre 2013. Pour mémoire, au quatrième trimestre 2012, il incluait l'impact des dépréciations des titres SAS Rue La Boétie et SACAM International ainsi que l'ajustement de la valorisation de titres consécutive à la fusion de Caisses régionales (impact cumulé de -141 millions au quatrième trimestre 2012), et la dépréciation de la valeur des titres de BES pour 267 millions d'euros.

Les **gains ou pertes nets sur autres actifs**, à 104 millions d'euros sur le quatrième trimestre 2013, intègrent 88 millions d'euros de plus-values, comptabilisées dans le pôle Activités hors métiers, liées aux cessions d'un immeuble dans Paris et de titres Eurazeo.

Crédit Agricole S.A. n'a pas enregistré de dépréciation de valeur des écarts d'acquisition au titre de l'exercice 2013. Pour mémoire, au quatrième trimestre 2012, la **variation de valeur des écarts d'acquisition** s'élevait à -2 823 millions d'euros.

Le quatrième trimestre 2013 enregistre un produit d'**impôt** de 264 millions d'euros. Il inclut 223 millions d'euros au titre de la déduction fiscale des pertes liées à la dernière augmentation de capital réalisée chez Emporiki en janvier 2013 et un gain fiscal de 57 millions d'euros sur Cariparma et Agos Ducato, lié aux changements réglementaires de taux d'impôt et de règles de déductibilité en Italie.

Le **résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession** s'élève à -132 millions d'euros au quatrième trimestre 2013 (-1 079 millions d'euros au quatrième trimestre 2012 principalement liés à la cession d'Emporiki). Il intègre -39 millions d'euros au titre du projet de cession de la filiale en Bulgarie (passage en IFRS5) et -99 millions d'euros au titre du projet de cession d'entités nordiques CACF (passage en IFRS5).

Le **résultat net part du Groupe** de Crédit Agricole S.A. ressort ainsi à 612 millions d'euros au quatrième trimestre 2012, contre -3 905 millions d'euros au quatrième trimestre 2012. Les différents éléments spécifiques et non récurrents se compensent largement sur l'année et le quatrième trimestre.

Pour l'année 2013, le produit net bancaire s'élève à 16 015 millions d'euros, en légère hausse par rapport à l'année 2012. Les charges s'élèvent à 11 277 millions d'euros, en baisse de 3,0% par rapport à 2012, grâce aux efforts de maîtrise des dépenses. Le coefficient d'exploitation, à 70,4%, est ainsi en amélioration de 2,5 points sur l'année. Le coût du risque atteint 2 961 millions d'euros. L'amélioration observée est principalement due au recul du coût du risque chez Agos Ducato. Le résultat des sociétés mises en équivalence s'élève à 1 074 millions d'euros pour l'exercice 2013. L'impact de la cession des courtiers vient compenser les charges du quatrième trimestre liées aux projets de cession de CA Bulgarie et d'entités nordiques CACF, et le résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession se monte à +54 millions d'euros. Le résultat net part du Groupe s'établit à 2 505 millions d'euros. Les différents éléments spécifiques se compensent largement, et le niveau du résultat net part du Groupe avant éléments spécifiques est proche du niveau publié.

¹ Retraité Newedge, CA Bulgarie et des entités nordiques CACF reclassés en IFRS5 en 2013

SOLVABILITE

Au 31 décembre 2013, le ratio *Core Tier 1* s'établit à 10,0%, à comparer à 9,4% au 30 septembre 2013, en amélioration de 60 points de base sur le trimestre. Le ratio *Tier 1* s'établit quant à lui à 10,9%, en hausse de 50 points de base par rapport à celui du 30 septembre 2013 tandis que le ratio global passe de 15,4% fin septembre 2013 à 15,8% fin décembre 2013.

La génération organique de capital, intégrant le résultat conservé du trimestre, contribue à hauteur de 15 points de base à la hausse du *Core Tier 1*.

La hausse du *Core Tier 1* provient également pour 18 points de base du passage en méthode IRB sur le portefeuille Clientèle de détail de Cariparma. Pour mémoire, le traitement spécifique des assurances est identique à celui du 30 septembre 2013.

Les emplois pondérés, à 299,6 milliards d'euros, sont en baisse par rapport au 30 septembre 2013 (309,9 milliards d'euros).

Sous Bâle 3, le ratio CET1 non phasé au 2 janvier 2014 s'élève à 8,3%.

LIQUIDITE

Le bilan *cash* du groupe Crédit Agricole s'élève à 1 039 milliards d'euros à fin décembre 2013, à comparer à 1 032 milliards d'euros à fin décembre 2012 et à 1 049 milliards d'euros à fin septembre 2013.

L'ensemble des ressources de marché court terme, y compris les *repos*, atteint 168 milliards d'euros à fin 2013, en diminution de 3 milliards d'euros sur l'année et de 20 milliards d'euros par rapport au troisième trimestre 2013. Les actifs liquides au bilan, pour leur part, s'élèvent à 239 milliards d'euros au 31 décembre 2013, à comparer à 218 milliards d'euros au 31 décembre 2012 et à 246 milliards d'euros au 30 septembre 2013.

L'excédent des ressources stables sur les emplois stables au 31 décembre 2013 s'élève à 71 milliards d'euros, en hausse de 24 milliards d'euros par rapport au 31 décembre 2012 et de 13 milliards d'euros par rapport au 30 septembre 2013.

Les réserves de liquidité après décote se renforcent de 9 milliards d'euros sur l'année 2013 pour atteindre 239 milliards d'euros; elles couvrent 168% de l'endettement court terme brut, tant au quatrième qu'au troisième trimestre 2013, ainsi qu'au quatrième trimestre 2012.

Les différents émetteurs du groupe Crédit Agricole ont émis dans le marché et les réseaux 31,7 milliards d'euros de dette senior au cours de l'année 2013. Crédit Agricole S.A. a pour sa part levé 15,5 milliards d'euros de dette senior dans le marché en 2013, excédant son plan de refinancement moyen long terme senior de marché fixé à 12 milliards d'euros pour l'année. Ces levées ont été réalisées avec une durée moyenne de 6 ans à comparer à 6,3 ans en 2012 et un *spread* moyen vs *mid-swap* de 65,9 points de base par rapport à 122 points de base en 2012. Pour l'année 2014, le plan de refinancement moyen long terme senior de marché a été fixé à 10 milliards d'euros. Au 12 février 2013, 40% du plan était réalisé grâce à des émissions sur le marché senior de 4 milliards d'euros réalisées entre le 1er janvier et le 12 février 2014. Par ailleurs, Crédit Agricole S.A. a réalisé une émission de capital contingent *Tier 2* de 1 milliard de dollars US en septembre 2013, suivie en janvier 2014 d'une émission d'*Additional Tier 1* pour 1,75 milliards de dollars US.

RÉSULTATS PAR PÔLE D'ACTIVITÉ

1. PÔLE BANQUE DE PROXIMITÉ EN FRANCE

1.1. CAISSES RÉGIONALES DE CRÉDIT AGRICOLE

(en millions d'euros)	T4-13	Variation T4/T4	2013	Variation 2013/2012
Résultat net mis en équivalence (à environ 25%)*	225	+5,6%	906	+4,0%
Variation de quote-part dans les réserves	5	ns	158	+5,3%
Quote-part de résultats des mises en équivalence*	230	+9,5%	1 064	+4,2%

*Variations retraitées des dépréciations et ajustement de valorisation des titres SACAM International et SAS Rue la Boétie en 2012 et 2013

La contribution des Caisses régionales au résultat net de Crédit Agricole S.A. par mise en équivalence d'environ 25% de leur résultat s'établit à 230 millions d'euros au quatrième trimestre 2013, en progression de 9,5% par rapport au quatrième trimestre 2012 retraité des effets négatifs des dépréciations et ajustement de la valorisation de titres. Sur l'année, la contribution des Caisses régionales au résultat net de Crédit Agricole S.A. s'élève à 1 064 millions d'euros, soit en hausse de 4,2% par rapport à 2012 après retraitements des mêmes effets négatifs.

Les Caisses régionales maintiennent le développement de leur activité dans un marché qui se reprend légèrement.

Ainsi, elles affichent une bonne performance de la collecte globale qui atteint 592,6 milliards d'euros soit une hausse de 3,2% sur un an tirée par la collecte bilan. Cette dernière s'élève à 347,8 milliards d'euros à fin décembre 2013 (+4,2% en un an) et présente un fort dynamisme tant sur les livrets (+6,3% sur un an) que sur les dépôts à vue (+7,8%). Les encours d'épargne logement sont en légère reprise sur les douze derniers mois, à +1,9%, alors que les comptes et dépôts à terme s'inscrivent en repli de 0,5%. Les encours de collecte hors bilan affichent, quant à eux, une hausse de 1,7% sur un an, grâce à un regain d'intérêt pour l'assurance-vie suite à l'abaissement du taux du livret A courant 2013 (encours +3,8% entre fin décembre 2012 et fin décembre 2013).

Les encours de crédit s'élèvent à 397,6 milliards d'euros au 31 décembre 2013, en légère hausse sur un an (+0,4%) et traduisent des évolutions contrastées. Si les encours de crédit à l'habitat progressent de 2,5% en un an, le crédit à la consommation et les prêts aux petites et moyennes entreprises et professionnels sont en recul sur douze mois, de respectivement 5,5% et 4,7%.

En conséquence, le ratio crédit/collecte s'établit à 121% à fin décembre 2013, contre 126% à fin décembre 2012. Il bénéficie d'une part des évolutions de la collecte bilan et des crédits et d'autre part d'une réduction du taux de centralisation de l'épargne réglementée à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le produit net bancaire des Caisses régionales (retraité des opérations intragroupe) s'établit à 3 612 millions d'euros pour le quatrième trimestre 2013, en augmentation de 2,0% par rapport au quatrième trimestre 2012, après retraitement des dépréciations et ajustement de valorisation des titres SACAM International et SAS Rue la Boétie et des impacts des provisions épargne logement tant en 2012 qu'en 2013. La marge nette d'intérêt est tirée notamment par la baisse du coût de la ressource et par la poursuite des remboursements anticipés. Par ailleurs, les revenus générés par les commissions diminuent de 2,5% entre le quatrième trimestre 2012 et le quatrième trimestre 2013, la fin de l'année 2012 ayant connu un dynamisme commercial spécialement marqué sur les assurances.

Les charges d'exploitation, à 1 999 millions d'euros sur le trimestre, sont en baisse de 1,5% par rapport au quatrième trimestre 2012, bénéficiant de l'aboutissement du projet NICE d'unification des systèmes d'information des Caisses régionales et de l'impact du CICE. Le coefficient d'exploitation s'établit ainsi à 55,3%.

Le résultat d'exploitation s'établit à 1 492 millions d'euros au quatrième trimestre 2013, après un coût du risque qui s'élève à 121 millions d'euros, soit 13 points de base rapporté aux encours de crédits au quatrième trimestre 2013 contre 15 points de base au quatrième trimestre 2012. Le taux de créances dépréciées ressort à 2,5% à fin décembre 2013 contre 2,4% à fin décembre 2012. Le taux de couverture, y compris provisions collectives, reste au niveau élevé de 106,9% à fin décembre 2013 contre 107,6% à fin décembre 2012.

1.2. LCL

(en millions d'euros)	T4-13	Variation T4/T4	2013	Variation 2013/2012
Produit net bancaire	935	+1,8%	3 811	(2,0%)
Charges d'exploitation	(645)	+0,8%	(2 514)	(0,3%)
Résultat brut d'exploitation	290	+3,9%	1 297	(5,3%)
Coût du risque	(86)	+11,3%	(304)	(2,4%)
Résultat d'exploitation	204	+1,1%	993	(6,1%)
Gains/pertes sur autres actifs	-	ns	5	ns
Résultat avant impôt	204	+0,1%	998	(5,7%)
Impôt	(92)	+22,6%	(368)	+1,8%
Résultat net de l'exercice	112	(12,8%)	630	(9,7%)
Participations ne donnant pas le contrôle	5	(12,3%)	31	(9,5%)
Résultat net part du Groupe	107	(12,8%)	599	(9,7%)

LCL conserve un bon niveau d'activité au quatrième trimestre 2013 qui s'inscrit dans la tendance des trimestres précédents. Les encours de crédit progressent ainsi de 0,3% sur un an pour atteindre 89,5 milliards d'euros au 31 décembre 2013. Cette progression est tirée par les crédits à l'habitat dont la croissance atteint +2,3% en un an à 56,4 milliards d'euros et +0,7% par rapport à fin septembre 2013. Les crédits aux entreprises et aux professionnels sont quant à eux en léger recul de 2,8% sur un an à 26,4 milliards d'euros, à l'instar des encours de crédit à la consommation (6,7 milliards d'euros au 31 décembre 2013, soit -3,3% sur un an).

Les ressources clientèle continuent de croître à un rythme élevé, portées par le dynamisme du réseau. Elles atteignent 163,2 milliards d'euros à fin décembre 2013, en hausse de 4,1% sur un an. Les encours de bilan, en hausse de 6,8% sur un an, sont tirés par la progression des livrets (+8,3%) et des dépôts à vue (+7,0%). Les encours de collecte hors bilan progressent également de 1,3% sur un an, essentiellement grâce à l'assurance-vie dont les encours augmentent de 4,2% sur la période pour atteindre 53,4 milliards d'euros fin décembre 2013.

Le ratio crédit/collecte s'améliore ainsi de 7 points sur un an pour s'établir à 109% à fin décembre 2013 bénéficiant de l'évolution favorable de la collecte bilan et des crédits et d'une réduction du taux de centralisation de l'épargne réglementée à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Le produit net bancaire du trimestre s'établit à 935 millions d'euros, en hausse faciale de 1,8% par rapport au quatrième trimestre 2012 (stable après retraitement de la provision épargne logement). La bonne tenue des revenus reflète la solidité de la marge d'intérêt clients et la progression de 2,6% des commissions entre le quatrième trimestre 2013 et le quatrième trimestre 2012, portée par les commissions de gestion mobilière (+16,1%). Ainsi, alors que la marge à la production sur les nouveaux crédits reste supérieure à la marge sur stock en activité clientèle, la marge de transformation se contracte dans un contexte de taux toujours bas, effet accentué par l'augmentation des remboursements anticipés de prêts immobiliers. Entre 2012 et 2013, la baisse du produit net bancaire est limitée à 0,7%¹.

Sous l'effet des programmes de réduction de coûts MUST et PSF (Plan Stratégique Frais), les charges d'exploitation restent bien maîtrisées. Elles affichent une baisse de 0,3% sur l'année malgré une hausse de 0,8% entre le quatrième trimestre 2013 et le quatrième trimestre de l'année précédente. Le coefficient d'exploitation du trimestre s'établit à 69,7%. Le coefficient d'exploitation de l'année 2013 s'établit quant à lui à 65,9%¹, en légère hausse par rapport à l'année 2012 (+0,3 point).

¹ Après retraitement de l'impact épargne logement sur 2012 et 2013 et du reversement EIC au premier trimestre 2012

Le coût du risque est en recul de 2,4% sur l'année malgré un quatrième trimestre en progression de 11,3%, pénalisé par le provisionnement d'un nombre limité de dossiers entreprises. Le taux de créances dépréciées représente 2,5% des encours bruts ; le taux de couverture des créances dépréciées (y compris les provisions collectives) s'établit à 74,7% fin décembre 2013.

Au total, le résultat net part du Groupe du trimestre s'établit à 107 millions d'euros, en baisse de 21,3%¹ par rapport au quatrième trimestre 2012 en dépit de la bonne résistance du produit net bancaire et de la maîtrise des charges. Le résultat du trimestre est ainsi pénalisé par le relèvement du taux d'impôt en France de 36,1% à 38,0% et la hausse du coût du risque sur le trimestre. Le résultat net part du Groupe de l'année 2013 s'établit quant à lui à 599 millions d'euros, en baisse de 3,9%¹ par rapport à l'année 2012.

¹ Après retraitement de l'impact épargne logement sur 2012 et 2013 et du reversement EIC au premier trimestre 2012

2. POLE BANQUE DE PROXIMITE A L'INTERNATIONAL

Le résultat net part du Groupe du pôle s'établit à -22 millions d'euros pour le quatrième trimestre 2013, compte tenu de l'impact du projet de cession de Crédit Agricole Bulgarie (-39 millions d'euros) et du résultat mis en équivalence de la participation dans BES (-29 millions d'euros). Le résultat net part du Groupe du pôle s'élève à 46 millions d'euros avant ces deux effets.

(en millions d'euros)	T4-13	Variation T4/T4*	2013	Variation 2013/2012*
Produit net bancaire	628	+3,2%	2 436	(1,1%)
Charges d'exploitation	(391)	(17,7%)	(1 517)	(10,6%)
Résultat brut d'exploitation	237	+77,2%	919	+19,9%
Coût du risque	(169)	+7,6%	(604)	+17,4%
Résultat d'exploitation	68	ns	315	+24,9%
Sociétés mises en équivalence	(27)	ns	(98)	(75,1%)
Gains ou pertes nets sur autres actifs	-	ns	9	ns
Variations de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
Résultat avant impôts	41	ns	226	ns
Impôt	(12)	ns	(91)	+82,6%
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(37)	ns	(26)	ns
Résultat net de l'exercice	(8)	ns	109	ns
Participations ne donnant pas le contrôle	14	ns	61	ns
Résultat net part du Groupe	(22)	ns	48	ns

*L'exercice 2012 a été retraité du passage en IFRS5 de CA Bulgarie

En Italie, Cariparma évolue comme tout le secteur bancaire italien dans un contexte économique difficile. L'encours des crédits s'établit à 33,1 milliards d'euros au 31 décembre 2013, soit une baisse de 0,9% par rapport au 31 décembre 2012, néanmoins moindre que celle du marché qui enregistre un recul de 7,3%¹. L'encours global de collecte bilan atteint 36,2 milliards d'euros et affiche une progression de +1,6% sur un an, alors que le marché enregistre une baisse de 3,3%¹. Ainsi, Cariparma dégage un excédent de liquidité de 3,1 milliards d'euros qui contribue au financement des autres entités italiennes du Groupe (Calit, Agos Ducato, FGA Capital). Par ailleurs, la collecte hors-bilan de Cariparma s'élève à 50,9 milliards d'euros à fin décembre 2013. L'assurance-vie et les OPCVM sont très dynamiques, leurs encours s'inscrivant en hausse de 9,6% sur l'année.

Le produit net bancaire, à 413 millions d'euros, progresse de 2,3% au quatrième trimestre par rapport au quatrième trimestre de l'année précédente. Sur l'année, il diminue de 2,8% compte tenu des évolutions enregistrées en début d'année.

Les charges d'exploitation² courantes diminuent de 5,6% sur le trimestre par rapport au quatrième trimestre 2012 et de 4,9% sur l'année. Le coefficient d'exploitation, à 59,3% au quatrième trimestre 2013, s'améliore ainsi de 5,0 points par rapport au quatrième trimestre 2012², ce qui constitue un effort remarquable de restructuration.

¹ Source : Associazione Bancaria Italiana

² Hors coûts du plan de départs volontaires au deuxième trimestre 2012 (54 millions d'euros) et au quatrième trimestre 2012 (64 millions d'euros)

Le coût du risque, toujours affecté par le contexte économique difficile, s'établit sur le trimestre à 129 millions d'euros. Il est en baisse de 20,5% par rapport au quatrième trimestre 2012¹ qui avait été marqué par le complément de provisions demandé par la Banque d'Italie (39 millions d'euros). Sur l'année, le coût du risque est en hausse de 3,1%¹. Le ratio de créances dépréciées sur encours s'établit à 10,4%, avec un taux de couverture (y compris provisions collectives) de 45,7% (contre 45,4% au 31 décembre 2012).

Pour mémoire, le quatrième trimestre 2012 avait été marqué par des dépréciations suite aux tests d'*impairment* sur les valeurs d'écart d'acquisition, qui avaient notamment impacté la banque de proximité en Italie pour 852 millions d'euros.

Par ailleurs, le quatrième trimestre 2013 bénéficie d'un gain fiscal de 11 millions d'euros lié aux changements réglementaires de taux d'impôt et de règles de déductibilité en Italie.

Au total, le résultat net part du groupe affiche un bénéfice de 20 millions d'euros sur le trimestre et un gain de 104¹ millions d'euros sur l'année.

Les autres entités du Groupe à l'international présentent globalement un excédent de collecte par rapport aux crédits distribués au 31 décembre 2013, avec 10,9 milliards d'euros de collecte bilan pour un montant de crédits bruts s'élevant à 10,2 milliards d'euros. Hors le résultat négatif sur la participation dans BES (29 millions d'euros sur le quatrième trimestre et 105 millions d'euros sur l'année 2013) et l'impact négatif du projet de cession de Crédit Agricole Bulgarie (39 millions d'euros), la contribution globale au résultat net part du Groupe des autres entités de la Banque de proximité à l'international est de 26 millions d'euros au quatrième trimestre 2013 et de 109 millions d'euros sur l'année. Ce résultat intègre 43 millions d'euros pour la filiale polonaise, 37 millions d'euros pour le compte de la filiale ukrainienne, 27 millions d'euros sur Crédit Agricole Egypt et 19 millions d'euros sur le Crédit du Maroc.

¹ Après reclassement du complément de provisions passées en Activités hors métiers au quatrième trimestre 2012 et dans la contribution de Cariparma au premier trimestre 2013

3. POLE GESTION DE L'EPARGNE

Le pôle Gestion de l'épargne comprend la gestion d'actifs, les assurances, la banque privée et les services financiers aux institutionnels.

En 2013, les encours gérés du pôle progressent de 47,7 milliards d'euros, avec une collecte nette positive sur l'année de 10,3 milliards d'euros pour Amundi et de 5,4 milliards d'euros pour CA Assurances. Outre une activité commerciale soutenue dans tous les métiers, le pôle enregistre un effet marché et change fortement positif (+29,9 milliards d'euros). L'encours global s'élève ainsi à 1 144 milliards d'euros au 31 décembre 2013.

Au quatrième trimestre 2013, le résultat net part du Groupe du pôle s'établit à 367 millions d'euros, en recul par rapport au quatrième trimestre 2012 où il atteignait 446 millions d'euros. Il intègre notamment l'impact de la hausse du taux d'impôt en France, qui représente une charge de 44 millions d'euros, et celui de l'augmentation de l'endettement interne du pôle assurance au quatrième trimestre 2012, qui représente un impact net de 18 millions d'euros par trimestre.

Pour l'année 2013, le résultat net part du Groupe du pôle s'élève à 1 563 millions d'euros. Retraité de la plus-value Hamilton Lane réalisée par Amundi en 2012, et hors impact de la hausse du taux d'impôt en France (44 millions d'euros) et de l'opération de levier de Crédit Agricole Assurances (72 millions d'euros), le résultat net part du Groupe reste stable d'une année sur l'autre.

(en millions d'euros)	T4-13	Variation T4/T4	2013	Variation 2013/2012
Produit net bancaire	1 349	+3,5%	5 130	(0,6%)
Charges d'exploitation	(647)	+4,8%	(2 494)	+3,9%
Résultat brut d'exploitation	702	+2,4%	2 636	(4,4%)
Coût du risque	(27)	x9,2	(27)	(51,1%)
Résultat d'exploitation	(675)	(1,1%)	2 609	(3,5%)
Sociétés mises en équivalence	5	+70,5%	16	+51,4%
Gains/pertes sur autres actifs	2	ns	2	(95,3%)
Résultat avant impôt	682	(0,6%)	2 627	(4,2%)
Impôt	(270)	+37,2%	(901)	+6,2%
Résultat net de l'exercice	412	(15,9%)	1 726	(8,9%)
Participations ne donnant pas le contrôle	45	+5,4%	163	(6,1%)
Résultat net part du Groupe	367	(17,9%)	1 563	(9,2%)

Dans le domaine de la gestion d'actifs, **Amundi** affiche un très bon niveau d'activité avec une collecte positive sur tous les segments de clientèle, à l'exception des réseaux France. Dans le contexte d'un marché français fortement décollecteur, la collecte nette ressort ainsi à 10,3 milliards d'euros sur l'année 2013 : auprès de la clientèle institutionnelle, elle s'établit au très bon niveau de 12,7 milliards d'euros ; les réseaux internationaux, portés par le dynamisme des *joint-ventures* asiatiques, contribuent à hauteur de 4,8 milliards d'euros. Enfin, la collecte sur le segment des distributeurs tiers atteint 2,8 milliards d'euros hors monétaires. La décollecte des réseaux en France, moins élevée qu'en 2012, a nettement ralenti au quatrième trimestre (-0,3 milliard d'euros), pour s'établir à 9,9 milliards d'euros sur l'année. Sur ce marché, Amundi a vu sa part de marché augmenter de 0,3 point de pourcentage sur un an pour atteindre 26,9% (source Europerformance NMO, décembre 2013, fonds ouverts domiciliés en France).

Après l'intégration de la société américaine Smith Breeden, acquise au troisième trimestre 2013 et qui gère 4,7 milliards d'euros, et compte tenu d'un effet marché et change qui s'établit à +22,4 milliards d'euros, les actifs

sous gestion s'élèvent à 777,1 milliards d'euros contre 739,6 milliards d'euros au 31 décembre 2012 (y compris les *joint-ventures* asiatiques à 100%), en hausse de 5,1%.

Par catégorie d'actifs, la collecte s'est essentiellement réalisée sur les actifs longs (+9,1 milliards d'euros). Pour sa part, la trésorerie fait preuve d'une bonne résistance en terminant l'année légèrement positive (+1,2 milliard d'euros) dans un marché en contraction : les parts de marché d'Amundi sur ce segment progressent de plus de 2 points en Europe, sur deux ans, pour s'établir à 12,5% (source Lipper FMI Fundlife, novembre 2013, fonds ouverts domiciliés en Europe).

Amundi a enregistré une nouvelle croissance de ses résultats en 2013. Sur l'année, son résultat net s'établit à 444 millions d'euros, en progression de 5,2% par rapport à 2012 (retraité de la plus-value sur la cession d'Hamilton Lane réalisée au premier trimestre 2012). Le produit net bancaire progresse de 3,0% sur l'année, et les charges restent bien maîtrisées, en hausse de 2,3%. Les gains de productivité réalisés permettent de financer le développement à l'international et la progression des prélèvements fiscaux et sociaux. Ainsi, le coefficient d'exploitation s'établit au niveau toujours très compétitif de 54,6%, et 52,6% pour le seul quatrième trimestre. Pour ce trimestre, le produit net bancaire enregistre une progression de 6,4% par rapport au quatrième trimestre 2012, notamment grâce à un niveau élevé de commissions de surperformance, et les charges enregistrent une hausse contenue à 1,3%. Le résultat net part du Groupe ressort ainsi à 92 millions d'euros pour le quatrième trimestre, en hausse de 8,3% par rapport au quatrième trimestre 2012 ; pour l'année entière, il s'établit 325 millions d'euros, en croissance de 5,0%.

En ce qui concerne les Services financiers aux institutionnels, **CACEIS** fait preuve d'un bon dynamisme commercial, appuyant sa croissance organique sur de réels succès dans ses deux métiers de conservation et d'administration. Ainsi, les encours administrés sont en hausse de 4,7% sur un an pour atteindre 1 309 milliards d'euros. Les encours conservés sont pénalisés de la sortie de la Caisse des Dépôts et Consignations en avril 2013, et s'établissent à 2 254 milliards d'euros, en baisse de 9,5% par rapport au 31 décembre 2012. Les encours conservés pour les autres clients progressent de 5%. Le résultat net part du Groupe enregistre une forte hausse au quatrième trimestre 2013, +69,5% pour atteindre 43,9 millions d'euros, par rapport à une base faible au quatrième trimestre 2012. Pour l'ensemble de l'année, le résultat net part du Groupe s'établit à 147,0 millions d'euros, pratiquement stable par rapport à 2012 où il atteignait 147,8 millions d'euros.

L'activité **banque privée** résiste dans un contexte adverse. Les encours gérés se maintiennent à 132,2 milliards d'euros au 31 décembre 2013, stable par rapport à fin décembre 2012, grâce à un effet marché positif (+4,3 milliards d'euros), qui compense la décollecte et l'effet change négatif. Ainsi, sur le périmètre France, les encours progressent de 2,3% par rapport au 31 décembre 2012, à 61,8 milliards d'euros, tandis qu'à l'international, ils diminuent de 1,9% sur la même période pour atteindre 70,4 milliards d'euros.

Au quatrième trimestre 2013, le résultat net part du Groupe s'établit à 4,1 millions d'euros, en fort retrait par rapport à un quatrième trimestre 2012 qui constituait une base élevée (51,8 millions d'euros) en raison de gains de trésorerie et reprises de provisions. Au quatrième trimestre 2013, le résultat enregistre également l'impact de charges à caractère exceptionnel. Pour l'année entière, le résultat net part du Groupe ressort ainsi en baisse de 29,0% par rapport à l'année précédente, à 98,8 millions d'euros.

Le métier **Assurances** affiche un chiffre d'affaires de 6,2 milliards d'euros au quatrième trimestre 2013 et de 26,4 milliards sur l'ensemble de l'exercice 2013.

L'assurance-vie¹ enregistre en 2013 une progression de son activité supérieure à celle du marché, poursuivant la tendance initiée au quatrième trimestre 2012 et au premier trimestre 2013 qui avaient vu le net redémarrage de l'activité. Ainsi, en France, le chiffre d'affaires s'élève en 2013 à 18,6 milliards d'euros, en hausse de 14,9% par rapport à 2012 tandis que le marché croît de 6% (source FFSA-données fin 2013). Sur le seul quatrième trimestre 2013, le chiffre d'affaires s'établit à 4,6 milliards d'euros. A l'international, le chiffre d'affaires progresse de 20,4% en 2013 par rapport à 2012. Au total, et grâce notamment à une collecte nette positive de 5,4 milliard d'euros en 2013 (dont 4,3 milliards d'euros en France), les encours d'assurance-vie atteignent 235,0 milliards d'euros à fin décembre 2013, en hausse de 4,6% en un an. A fin décembre 2013, 18,4% de ces encours sont en unités de comptes.

¹ Retraité de BES Vida cédée à BES au deuxième trimestre 2012

L'assurance dommages poursuit sa croissance, notamment en France avec des gains de parts de marché. Le chiffre d'affaires en France s'établit à 2,6 milliards d'euros, en progression de 6,2% sur un an tandis que le marché croît de 2% (source FFSA-données à fin 2013). Pour le seul quatrième trimestre 2013, le chiffre d'affaires atteint 508 millions d'euros, en progression par rapport au quatrième trimestre 2012. Le ratio sinistralité / cotisations de l'activité (net de réassurance) est toujours bien maîtrisé, à 70,9% pour l'année 2013, malgré les événements climatiques de l'été et de la fin de l'année 2013.

L'activité en assurance emprunteurs poursuit quant à elle sa baisse entre décembre 2012 et décembre 2013 du fait du ralentissement du marché du crédit à la consommation et malgré la bonne tenue du crédit habitat. Le chiffre d'affaires s'établit à 932 millions d'euros pour 2013, dont 247 millions d'euros pour le seul quatrième trimestre.

Le chiffre d'affaires total à l'international (en assurance-vie et dommages mais hors assurance emprunteurs et retraité de BES Vida) atteint 4,2 milliards d'euros en 2013 et 925 millions d'euros au quatrième trimestre 2013.

Le produit net bancaire du métier Assurances s'établit à 601 millions d'euros au quatrième trimestre 2013. Il s'inscrit en hausse de 9,2% par rapport au quatrième trimestre 2012, et en hausse de 1,8% sur un an. Les charges d'exploitation sont maîtrisées, hors effets ponctuels du traitement des titres souverains grecs sur l'assiette de calcul de certaines taxes (effet négatif de 69 millions d'euros en 2011 suivi d'un effet positif de 45 millions d'euros en 2012). Elles sont en baisse de 1,4% au quatrième trimestre 2013 par rapport au quatrième trimestre 2012, en baisse de 1,7% en 2013 par rapport à 2012.

Le résultat avant impôt reflète les bonnes performances en termes d'activité du métier Assurances. Il progresse de 14,1% au quatrième trimestre 2013 par rapport au quatrième trimestre 2012. Le résultat net part du Groupe du métier Assurances est, lui, pénalisé par la hausse du taux d'impôt comptabilisée au quatrième trimestre 2013 pour l'ensemble de l'année et qui représente une charge supplémentaire de 35 millions d'euros. Par rapport au quatrième trimestre 2012, il intègre également la charge financière liée à l'évolution de la structure financière. Cette opération, mise en place fin décembre 2012 pour répondre aux exigences de Bâle 3 et qui représente 18 millions d'euros par trimestre, est comptabilisée en produit net bancaire et est neutre au niveau du Groupe. Le résultat net part du Groupe s'établit ainsi à 992 millions pour l'exercice 2013 dont 227 millions d'euros pour le quatrième trimestre. Hors les deux effets mentionnés, il ressort à 280 millions d'euros au quatrième trimestre 2013, en baisse de 1,4 % par rapport au quatrième trimestre 2012. Retraité de ces mêmes effets pour l'exercice 2013, le résultat net part du groupe s'établit à 1 099 millions d'euros, en progression de 1,7% par rapport à 2012.

En ce qui concerne les placements, le pôle Assurances a poursuivi sa politique de gestion prudente. Ainsi, l'exposition de Crédit Agricole Assurance aux dettes de l'Italie, l'Espagne, l'Irlande et le Portugal s'élève globalement à 7 milliards d'euros fin 2013, en baisse de 0,9 milliard d'euros sur un an. Par ailleurs, la part des produits de taux est en augmentation par rapport à 2012 : elle représente 82,8% des placements en euros en 2013 contre 79,4% du total à fin 2012. Les placements court terme sont en nette baisse par rapport à 2012 et ne représentent plus que 2,7%, l'immobilier 5,3% (immeubles, actions immobilières, parts de SCI etc.), la gestion alternative 1,7%, les autres actions nettes de couverture 5,3%, et les autres produits (*private equity*, obligations convertibles, etc.) 1,7%. Enfin, Crédit Agricole Assurances (CAA) a confirmé en 2013 son rôle majeur dans le financement de l'économie française au côté des banques du Groupe en proposant des solutions de financement tant aux entreprises qu'aux collectivités locales. Au total, ce sont 9 milliards d'euros qui ont été investis par Crédit Agricole Assurances dans l'économie française dont 2,1 milliards d'euros en financements innovants, essentiellement en faveur d'entreprises non notées et sous forme de prêts aux collectivités publiques.

4. POLE SERVICES FINANCIERS SPÉCIALISÉS

(en millions d'euros)	T4-13	Variation T4/T4*	2013	Variation 2013/2012*
Produit net bancaire	792	(0,4%)	3 218	(4,3%)
Charges d'exploitation	(403)	(0,4%)	(1 548)	(1,8%)
Résultat brut d'exploitation	389	(0,4%)	1 670	(6,6%)
Coût du risque	(361)	(40,3%)	(1 514)	(27,3%)
Résultat d'exploitation	28	ns	156	ns
Sociétés mises en équivalence	9	+63,2%	29	+49,2%
Variation de valeurs des écarts d'acquisition	-	ns	-	ns
Résultat avant impôt	37	ns	185	ns
Impôt	19	ns	(68)	(25,9%)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(94)	ns	(76)	ns
Résultat net de l'exercice	(38)	(96,6%)	41	ns
Participations ne donnant pas le contrôle	8	ns	(43)	(80,7%)
Résultat net part du Groupe*	(46)	(95,7%)	84	ns

*2012 retraité du passage en IFRS 5 d'entités nordiques CACF

Crédit Agricole Consumer Finance (CACF) continue sa politique de recentrage sur les activités rentables et de diversification de ses sources de financement. Au quatrième trimestre 2013, CACF a engagé la cession de plusieurs filiales nordiques¹ et a cédé 2,7 milliards de créances, dont 1,7 milliard d'euros de créances douteuses essentiellement en Italie. Les encours consolidés de CACF s'établissent au 31 décembre 2013 à 43,3 milliards d'euros, ce qui représente une diminution de 4,3 milliards d'euros par rapport à décembre 2012. Les encours gérés pour le compte de tiers ont, quant à eux, enregistré une hausse de 2 milliards d'euros depuis décembre 2012, alors que les encours gérés pour compte du groupe Crédit Agricole ont diminué de 0,9 milliard d'euros. Au total, les encours gérés par CACF s'établissent à 70,0 milliards d'euros au 31 décembre 2013, en baisse de 3,2 milliards par rapport au 31 décembre 2012. Leur répartition géographique est quasi-inchangée par rapport au trimestre précédent avec 38% des encours localisés en France (en hausse de 1 point par rapport au troisième trimestre 2013), 33% en Italie (en recul de 1 point par rapport au troisième trimestre 2013) et 29% dans les autres pays.

De son côté, **Crédit Agricole Leasing and Factoring (CAL&F)** voit aussi la poursuite de la tendance baissière des encours initiée en 2012. Ainsi, au 31 décembre 2013, les encours gérés en crédit-bail sont en baisse de 4,1% par rapport au 31 décembre 2012 et s'élèvent à 15,9 milliards d'euros; ils baissent de 5,4% sur la France sur cette période. Le chiffre d'affaires factoré s'établit à 15,5 milliards d'euros au 31 décembre 2013, en hausse de 6,0% par rapport au 31 décembre 2012. Sur la France, cette hausse atteint 4,0%.

Le produit net bancaire de l'ensemble du pôle, à 792 millions d'euros, diminue de 0,4% au quatrième trimestre par rapport au quatrième trimestre 2012. Sur l'année, il diminue de 4,3%. Hors les cessions de créances au quatrième trimestre 2013 dont l'impact en produit net bancaire est de 21 millions d'euros, il affiche néanmoins une augmentation de 2,2% entre le quatrième trimestre 2013 et celui de l'année précédente.

Les charges d'exploitation sont maîtrisées, tant chez CACF que chez CALEF. Elles diminuent de 0,4% sur le trimestre par rapport au quatrième trimestre 2012 et de 1,8% sur l'année. Les coefficients d'exploitation de l'exercice 2013 et du quatrième trimestre de l'année s'établissent à respectivement 48,1% et 50,8%.

¹ Sous réserve de la consultation des institutions représentatives du personnel concernées et de l'approbation par les autorités réglementaires compétentes

Le coût du risque est en amélioration, essentiellement du fait de la remise en ordre d'Agos Ducato. En effet, le coût du risque de la filiale italienne de crédit à la consommation s'établit à 187 millions d'euros au quatrième trimestre 2013 contre 204 millions d'euros au trimestre précédent et 416 millions d'euros au quatrième trimestre 2012. Sur l'année, il s'élève à 847 millions d'euros, contre 1 379 millions d'euros en 2012. Parmi les cessions de créances enregistrées ce trimestre, 1,4 milliard d'euros portent sur des créances douteuses d'Agos Ducato (soit 48% de ses créances douteuses). De ce fait, le taux de créances dépréciées sur Agos Ducato s'établit à 10,5% contre 16,7% au trimestre précédent. Le taux de couverture s'élève à 101,7% au quatrième trimestre (y compris provisions collectives).

Par ailleurs, le quatrième trimestre 2013 bénéficie d'un gain fiscal de 46 millions d'euros lié aux nouvelles règles de déductibilité en Italie.

Enfin, le projet de cession d'entités nordiques se traduit sur le trimestre par un résultat sur activités arrêtées (IFRS 5) négatif de 94 millions d'euros dont 186 millions d'euros au titre des écarts d'acquisition. Cette cession a donc un effet positif sur la solvabilité du Groupe.

Au total, le résultat net part du Groupe affiche une perte de 46 millions d'euros sur le trimestre et un bénéfice de 84 millions d'euros sur l'année. Hors l'impact de la cession des activités nordiques, le résultat affiche un gain de 53 millions d'euros pour le trimestre et de 183 millions d'euros pour l'année.

5. POLE BANQUE DE FINANCEMENT ET D'INVESTISSEMENT

Les informations présentées ci-dessous pour 2013 et 2012 tiennent compte du reclassement en IFRS 5 de Newedge.

Au quatrième trimestre 2013, le résultat net part du Groupe retraité¹ de la **Banque de financement et d'investissement** s'élève à 138 millions d'euros.

Le résultat net part du Groupe des **activités pérennes** s'établit à 35 millions d'euros au quatrième trimestre 2013. Après retraitement des couvertures de prêts (-22 millions d'euros), de l'impact de la CVA Day 1 (-54 millions d'euros) et de l'effet de la DVA courante (-40 millions d'euros), le résultat net part du Groupe des activités pérennes s'élève à 151 millions d'euros ce trimestre.

Activités pérennes

(en millions d'euros)	T4-13	T4-13*	Variation T4*/T4*	2013	2013*	Variation 2013*/2012*
Produit net bancaire	750	934	+9,4%	3 463	3 718	(6,1%)
Charges d'exploitation	(529)	(529)	(6,7%)	(2 132)	(2 132)	(3,9%)
Résultat brut d'exploitation	221	405	+41,0%	1 331	1 586	(9,0%)
Coût du risque	(182)	(182)	+68,6%	(493)	(493)	+71,0%
Résultat d'exploitation	39	223	+24,3%	838	1 093	(24,8%)
Sociétés mises en équivalence	11	11	(75,9%)	115	115	(30,1%)
Gains/pertes sur autres actifs	16	16	(39,9%)	18	18	(32,4%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	-	-	-	-	-
Résultat avant impôt	66	250	(1,1%)	971	1 226	(25,4%)
Impôt	(30)	(95)	+88,0%	(296)	(390)	(7,9%)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(1)	(1)	ns	156	-	ns
Résultat net de l'exercice	35	154	(24,1%)	831	836	(31,7%)
Participations ne donnant pas le contrôle	-	3	(39,6%)	18	18	(42,2%)
Résultat net part du Groupe	35	151	(23,8%)	813	818	(30,9%)

* Retraité des couvertures de prêts, de la CVA/DVA, du passage en IFRS 5 de Newedge, et en 2012 des variations de valeur d'acquisition et des impacts du plan d'adaptation

Ces résultats traduisent la performance satisfaisante des activités de marché et la reprise des activités de financement après un exercice 2012 marqué par les effets du plan d'adaptation. Les charges d'exploitation reculent de 6,7% entre le quatrième trimestre 2012 et le quatrième trimestre 2013 en raison des plans d'économies engagés, tant sur les métiers que sur les fonctions support. Le coût du risque traduit le renforcement du provisionnement ce trimestre en banque de financement.

¹ Retraité des couvertures de prêts, de la CVA/DVA, du passage en IFRS 5 de Newedge, et pour 2012 des impacts du plan d'adaptation

Banque de financement

(en millions d'euros)	T4-13	T4-13*	Variation T4*/T4*	2013	2013*	Variation 2013*/2012*
Produit net bancaire	522	558	+16,7%	2 057	2 077	(2,4%)
Charges d'exploitation	(222)	(222)	(12,1%)	(900)	(900)	(4,9%)
Résultat brut d'exploitation	300	336	+49,0%	1 157	1 177	(0,3%)
Coût du risque	(176)	(176)	+49,4%	(381)	(381)	+30,1%
Sociétés mises en équivalence	11	11	(75,9%)	115	115	(30,1%)
Résultat net part du Groupe	91	113	(35,5%)	631	644	(16,6%)

* Retraité des couvertures de prêts, et pour 2012 des impacts du plan d'adaptation

Le quatrième trimestre est le meilleur trimestre de l'exercice 2013 pour la **banque de financement** dont les revenus retraités des impacts du plan d'adaptation en 2012 et des couvertures de prêts augmentent de 16,7% par rapport au quatrième trimestre 2012.

Après un exercice 2012 marqué par les impacts du plan d'adaptation et la réduction de la liquidité allouée à ces activités, les revenus des financements structurés croissent de 7,5% en un an pour atteindre 287 millions d'euros ce trimestre, tirés notamment par les métiers de financement d'actifs. La banque commerciale voit, quant à elle, progresser ses revenus de 28,4% entre le quatrième trimestre 2012 et le quatrième trimestre 2013 à 271 millions d'euros, grâce à un niveau élevé de commissions. Le produit net bancaire rapporté à la consommation de liquidité par les métiers de la banque de financement continue de progresser de façon régulière, ce ratio s'établissant à 0,65% au quatrième trimestre 2013 à comparer à 0,55% à la même période un an auparavant.

Crédit Agricole CIB maintient ses positions concurrentielles sur les activités de syndication en France (première place¹) et en Europe de l'ouest (troisième place¹) et se situe au troisième rang¹ en syndications de prêts aux entreprises sur la zone EMEA. Crédit Agricole CIB conserve par ailleurs son rang de leader mondial sur le financement aéronautique².

Les charges enregistrent une baisse de 12,1% entre le quatrième trimestre 2012 et le quatrième trimestre 2013.

Au quatrième trimestre 2013, le coût du risque se traduit par une dotation nette de 176 millions d'euros, traduisant un renforcement du provisionnement.

Au quatrième trimestre 2013, la quote-part de résultat des sociétés mises en équivalence s'établit à 11 millions d'euros, du fait de la moindre contribution de Al Bank Saudi Al Fransi (BSF) dont les résultats sont affectés par le renforcement de ses provisions collectives à la demande du régulateur local.

Au total, le résultat net part du Groupe de la banque de financement s'établit au quatrième trimestre 2013 à 113 millions d'euros retraité des couvertures de prêts.

¹ Source : Thomson Financial

² Source : Air Finance Database

Banque de marché et d'investissement

(en millions d'euros)	T4-13	T4-13*	Variation T4*/T4*	2013	2013*	Variation 2013*/2012*
Produit net bancaire	228	376	+0,1%	1 406	1 641	(10,5%)
Charges d'exploitation	(307)	(307)	(2,3%)	(1 232)	(1 232)	(3,2%)
Résultat brut d'exploitation	(79)	69	+12,1%	174	409	(27,1%)
Coût du risque	(6)	(6)	ns	(112)	(112)	ns
Résultat net part du Groupe	(56)	38	+66,1%	182	174	(57,2%)

* Retraité du passage en IFRS 5 de Newedge, de la CVA/DVA, et en 2012 des variations de valeurs d'acquisition et des impacts du plan d'adaptation

Le produit net bancaire de la **banque de marché et d'investissement** s'élève ce trimestre à 376 millions d'euros retraité de la CVA/DVA, soit un niveau stable par rapport au quatrième trimestre 2012 sur des bases comparables.

A 327 millions d'euros ce trimestre, les revenus des activités de *fixed income* progressent de 1,6% en un an, reflétant les bonnes performances des activités Trésorerie et Titrisation. Crédit Agricole CIB maintient son premier rang en tant que teneur de livres sur l'activité de titrisation en Europe ABCP¹. Il progresse de la troisième à la deuxième place mondiale sur les émissions obligataires des agences en euros² et conserve sa deuxième place sur les émissions obligataires des institutions financières en euros². La banque d'investissement connaît également un bon trimestre et affiche une progression hors courtiers de 41,2% de ses revenus entre le quatrième trimestre 2012 et le quatrième trimestre 2013 grâce notamment au dynamisme des émissions d'actions. Crédit Agricole CIB se classe à fin 2013 deuxième en banque d'investissement en France³.

Les charges d'exploitation baissent de 2,3% entre le quatrième trimestre 2012 et le quatrième trimestre 2013 sous l'effet des plans d'économies engagés.

La VaR s'établit à 8 millions d'euros au 31 décembre 2013 (9 millions d'euros un an auparavant) et à 11 millions d'euros en moyenne sur l'année.

Activités en cours d'arrêt

(en millions d'euros)	T4-13	Variation T4/T4*	2013	Variation 2013/2012*
Produit net bancaire	17	(15,7%)	132	(19,2%)
Charges d'exploitation	(48)	(17,6%)	(173)	(41,1%)
Résultat brut d'exploitation	(31)	(18,7%)	(41)	(68,2%)
Coût du risque	16	(57,3%)	(16)	(37,3%)
Résultat net part du Groupe	(13)	ns	(38)	(51,4%)

* Retraité des impacts du plan d'adaptation en 2012

¹ Source : CPWare

² Source : Thomson Financial

³ Dealogic

Le résultat net part du Groupe des activités en cours d'arrêt reste négligeable ce trimestre à -13 millions d'euros, à comparer à 17 millions d'euros au quatrième trimestre 2012 retraité des impacts du plan d'adaptation.

Durant l'exercice 2013, les conditions favorables de marché ont permis la cession de l'essentiel des portefeuilles de CDOs restants et de la plus grande partie du portefeuille à sous-jacent résidentiel US. Ces cessions ont pour impact une économie en emplois pondérés de 8,2 milliards d'euros pour l'année, avec un impact en résultat net part du Groupe très faible. La sortie des métiers de *commodities* (hors métaux précieux) et de dérivés actions a été achevée en 2013, avec l'arrêt des activités sur les produits dérivés vanille. Enfin, un accord de partenariat a été signé avec BNPP sur les activités en cours d'arrêt, en vertu duquel la gestion des portefeuilles de dérivés actions résiduels a été sous-traitée à cette dernière.

6. ACTIVITES HORS METIERS

(en millions d'euros)	T4-13	Variation T4/T4	2013	Variation 2013/2012*
Produit net bancaire	(421)	(64,9%)	(2 175)	(38,1%)
<i>dont coût de financement</i>	(562)	(5,3%)	(2 162)	(2,6%)
<i>dont gestion financière</i>	134	ns	197	ns
<i>dont spreads émetteurs</i>	(46)	(94,5%)	(591)	(61,9%)
<i>dont autres</i>	53	(72,7%)	381	(24,1%)
Charges d'exploitation	(231)	(9,0%)	(899)	(1,9%)
Résultat brut d'exploitation	(652)	(55,1%)	(3 074)	(30,6%)
Coût du risque	(74)	ns	(3)	(98,5%)
Résultat d'exploitation	(726)	(50,2%)	(3 077)	(34,5%)
Sociétés mises en équivalence	(22)	(8,7%)	(52)	(57,8%)
Gains/pertes sur autres actifs	86	+5,9%	82	(32,0%)
Résultat avant impôts	(662)	(52,8%)	(3 047)	(35,2%)
Impôts	647	+28,5%	1 567	+8,5%
Résultat net	(15)	ns	(1 480)	(54,6%)
Participations ne donnant pas le contrôle	31	ns	148	+28,5%
Résultat net part du Groupe	(46)	ns	(1 628)	(51,8%)

* Retraité du rachat de dette hybride au premier trimestre 2012 pour 864 millions d'euros en produit net bancaire

Au quatrième trimestre 2013, le produit net bancaire du Pôle s'établit à -421 millions d'euros, contre -1 199 millions d'euros au quatrième trimestre 2012. Il comprend -46 millions d'euros au titre des *spreads* émetteurs contre -836 millions d'euros au quatrième trimestre 2012. Le produit net bancaire provenant de la gestion financière intègre les opérations sur participations financières, notamment la plus-value de cessions de titres Bankinter pour 53 millions d'euros. Au cours du mois de janvier 2014, Crédit Agricole S.A. a cédé le solde de cette participation, soit environ 0,3%, et ne détient donc plus aucun titre Bankinter. Par ailleurs, le produit net bancaire de CA Immobilier est en baisse au quatrième trimestre 2013 par rapport au quatrième trimestre 2012 qui avait été marqué par la perception d'honoraires sur la cession de l'immeuble Pasteur.

Les gains ou pertes nets sur autres actifs intègrent la plus-value de cession d'un immeuble dans Paris pour 68 millions d'euros (43 millions d'euros nets d'impôt) ainsi que la plus-value de cession de titres Eurazeo pour 20 millions d'euros (19 millions d'euros nets d'impôts). A la suite de cette opération, le taux de détention de Crédit Agricole S.A. dans Eurazeo a été ramené à 14,8%.

La déduction fiscale de la moins-value réalisée sur les titres de placement Emporiki acquis lors de la dernière augmentation de capital de janvier 2013 engendre un produit d'impôt de 223 millions d'euros.

Au total, le résultat net part du Groupe s'établit au quatrième trimestre 2013 à -46 millions d'euros et -1 628 millions d'euros sur l'ensemble de l'année. Retraité des *spreads* émetteurs et des éléments exceptionnels constitués des plus-values de cessions de titres Bankinter et Eurazeo, de la plus-value immobilière et du résultat positif de la déductibilité fiscale sur Emporiki, le résultat net part du Groupe du Pôle ressort à -343 millions d'euros au quatrième trimestre 2013.

RÉSULTATS CONSOLIDÉS DU GROUPE CRÉDIT AGRICOLE

L'encours de crédit clientèle du Groupe s'établit à 708 milliards d'euros au 31 décembre 2013, dont 530 milliards d'euros pour les Caisses régionales, LCL et les entités de la Banque de proximité à l'international, en hausse de 0,4% par rapport à fin décembre 2012. En termes de ressources, les dettes envers la clientèle au bilan représentent 648 milliards d'euros. Les Caisses régionales, LCL et les entités de la Banque de proximité à l'international ont augmenté leur collecte bilan de 4,5% sur un an pour atteindre 480 milliards d'euros.

Les Caisses régionales maintiennent des performances solides. La collecte totale s'inscrit en hausse de 3,2% par rapport à fin décembre 2012, alors que les crédits augmentent de 0,4% dans le même temps. L'amélioration du ratio crédits / collecte des Caisses régionales atteint 5 points depuis décembre 2012 et s'établit à 121% au 31 décembre 2013. Leur résultat net part du Groupe à 100% en IFRS s'élève à 900 millions d'euros au quatrième trimestre 2013 bénéficiant d'une croissance de 5,9% par rapport au quatrième trimestre 2012.

<i>(en millions d'euros)</i>	T4-13	Variation T4/T4*	2013	Variation 2013/2012*
Produit net bancaire	7 959	+11,7%	31 178	+1,6%
Charges d'exploitation	(5 101)	(2,4%)	(19 694)	(1,6%)
Résultat brut d'exploitation	2 858	+50,3%	11 484	7,6%
Coût du risque	(1 017)	(15,1%)	(4 006)	(13,1%)
Résultat d'exploitation	1 841	x2,6	7 478	+23,3%
Sociétés mises en équivalence	(15)	(92,3%)	87	ns
Résultat net sur autres actifs	96	(17,1%)	112	(42,5%)
Variation de valeur des écarts d'acquisition	-	ns	(22)	(99,3%)
Résultat avant impôts	1 922	ns	7 655	x2,6
Impôts	(385)	+32,7%	(2 209)	(3,0%)
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	(132)	ns	54	ns
Résultat net	1 405	ns	5 500	ns
Participations ne donnant pas le contrôle	112	ns	364	x6,9
Résultat net part du Groupe	1 293	ns	5 136	ns

**2012 retraitée du passage en IFRS5 de Newedge, CA Bulgarie et d'entités nordiques CACF et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes.*

Au quatrième trimestre 2013, le groupe Crédit Agricole réalise un **produit net bancaire** de 7 959 millions d'euros, en hausse de 11,7% par rapport au quatrième trimestre 2012. Cette évolution traduit pour l'essentiel la bonne tenue de l'activité dans les métiers cœur et notamment la Banque de proximité en France et l'assurance. Elle reflète également l'impact des éléments spécifiques non liés à l'activité (plus-values de cession sur Bankinter pour 53 millions d'euros, CVA/DVA, couvertures de prêts et réévaluation de la dette pour -230 millions d'euros, à comparer à une charge en 2012 de 823 millions d'euros liée aux *spreads* émetteurs, aux couvertures de prêts et au coût du plan).

Les **charges d'exploitation** présentent une baisse de 2,4% par rapport au quatrième trimestre 2012. Cette évolution reflète la montée en puissance des programmes de réduction des coûts à travers, notamment, les réalisations du programme MUST, et l'effet des plans de départs chez CACIB et CACF.

Le **coût du risque** est maîtrisé, en baisse de 15,1% par rapport au quatrième trimestre de l'année 2012. Il s'établit à 50 points de base sur encours au quatrième trimestre 2013 à comparer à 54 points de base au quatrième trimestre 2012. Cette baisse reflète pour l'essentiel l'amélioration du coût du risque dans le Crédit à la consommation et notamment chez Agos Ducato.

La **charge d'impôt** est impactée ce trimestre favorablement par la déductibilité des pertes liées à la dernière augmentation de capital réalisée chez Emporiki en janvier 2013 pour 223 millions d'euros et par un gain fiscal de 57 millions d'euros sur Cariparma et Agos Ducato, lié aux changements réglementaires de taux d'impôt et de règles de déductibilité en Italie. La charge d'impôt est également impactée par l'augmentation du taux d'impôt en France de 36,1% à 38%.

Le **résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession** s'établit à -132 millions d'euros sur le quatrième trimestre et intègre l'impact des projets de cession de Crédit Agricole Bulgarie et d'entités nordiques de Crédit Agricole Consumer Finance comptabilisées en IFRS5 sur le trimestre. Au quatrième trimestre 2012, il s'élevait à -1 079 millions d'euros (majoritairement liés à la cession d'Emporiki).

Au total, le **résultat net part du Groupe** s'élève à 1 293 millions d'euros contre une perte de 3 191¹ millions d'euros au quatrième trimestre 2012. Pour mémoire, les comptes du quatrième trimestre 2012 intégraient la finalisation du plan d'adaptation, la poursuite du recentrage des activités de Crédit Agricole S.A. et par des dépréciations d'écarts d'acquisition comptabilisées pour un montant total de 2 525 millions d'euros.

Sur l'année 2013, le **résultat net part du Groupe** s'établit à 5 136 millions d'euros à comparer à une perte de 3 726¹ millions d'euros sur l'année 2012 qui tenait compte de dépréciations d'écarts d'acquisition, des impacts relatifs aux décisions prises au cours de l'année dans le cadre du recentrage des activités de Crédit Agricole S.A. (évaluation des pertes liées à Emporiki et à sa cession, cession de CA Cheuvreux, cession de la participation dans Intesa Sanpaolo, déconsolidation de Bankinter), auxquels s'ajoutaient les impacts très négatifs de la réévaluation de la dette.

¹ 2012 retraité du passage en IFRS5 de Newedge, CA Bulgarie et entités nordiques CACF ; et intégrant une modification de la valorisation d'un nombre limité de dérivés complexes

L'information financière de Crédit Agricole S.A. pour le quatrième trimestre et l'exercice 2013 est constituée du présent communiqué de presse et de la présentation attachée. L'information réglementée intégrale, y compris le document de référence, est disponible sur le site Internet : www.credit-agricole.com/Investisseur-et-actionnaire dans l'espace "Information financière" et est publiée par Crédit Agricole S.A. en application des dispositions de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier et des articles 222-1 et suivants du Règlement général de l'Autorité des marchés financiers (AMF)

Relations Presse	Relations Investisseurs +33 (0) 1 43 23 04 31
Anne-Sophie Gentil +33 (0)1 43 23 37 51	Denis Kleiber +33 (0)1 43 23 26 78
Charlotte de Chavagnac +33 (0)1 57 72 11 17	Nathalie Auzenat +33 (0)1 57 72 37 81
Alexandre Barat + 33 (0)1 43 23 07 31	Sébastien Chavane +33 (0)1 57 72 23 46
	Aleth Degrand + 33 (0)1 43 23 23 81
	Fabienne Heureux +33 (0)1 43 23 06 38
	Marie-Agnès Huguenin +33 (0)1 43 23 15 99
	Laurence Gascon +33 (0)1 57 72 38 63
	Aurélie Marboeuf + 33 (0)1 57 72 38 05